

## NOTE D'INFORMATION

### LE REPRESENTANT SPECIAL SOULIGNE QUE LA FIN DE LA CRISE PASSE PAR LE DIALOGUE

Bangui, 17 juillet 2019 – Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine, Mankeur Ndiaye, a rappelé mercredi en conférence de presse à Bangui, l'importance du dialogue dans la résolution définitive de la crise dans le pays, appelant la population à soutenir l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR-RCA). « Alors que des Centrafricaines et des Centrafricains se montrent critiques à cause du comportement des groupes armés signataires, j'appelle à ne pas céder au découragement et à soutenir cet Accord et sa mise en œuvre », a affirmé le Représentant spécial.

« Il n'y a pas d'alternative militaire à la crise centrafricaine. Si cette alternative existait, les parties ne seraient pas allées discuter à Khartoum et n'auraient pas signé l'Accord de paix à Bangui », a indiqué le Représentant spécial, qui était accompagné des Représentants spéciaux adjoints, du Commandant de la Force, du Commissaire adjoint de la Police et de la Cheffe de cabinet. Aussi, il a précisé que la MINUSCA, en tant que facilitateur, continuera à travailler avec d'autres partenaires pour que la population puisse voir les dividendes de l'Accord de paix « dans le cadre du dialogue tout en mettant en œuvre son mandat de protection des populations civiles menacées en maintenant une posture robuste et ferme avec les moyens mis à sa disposition par le Conseil de sécurité » pour protéger les populations civiles.

Le Représentant spécial a de nouveau appelé « les groupes armés à respecter leurs engagements, par la cessation des hostilités, les attaques contre les populations civiles et les convois humanitaires, les barrières et les taxations illégales ». Rappelant l'article 35 qui stipule que les auteurs de violations s'exposent à des sanctions internationales dans le cadre du Conseil de Paix et Sécurité de l'Union africaine et des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, de même que dans le cadre de leurs régimes de sanctions respectifs, il a précisé que « nous sommes en train de travailler sur quels types de sanctions ».

Pour ce responsable, « l'Accord n'est que le début d'un processus long et difficile. Mais nous devons y travailler tous, c'est à dire les filles et fils de la RCA en se l'appropriant et en devenant partie de sa mise en œuvre », alors que le texte aura six mois le

« tout prochain. « Ces six mois sont évidemment des courts pour espérer tourner définitivement la page de la violence dans le pays. Cependant, ce sont six mois intenses qui ont permis quelques avancées dans la mise en œuvre de l'Accord, avec notamment plusieurs initiatives des autorités », a-t-il renchéri, rappelant aussi quelques mesures positives prises par certains groupes armés.

Concernant ses quatre mois et demi à la tête de la MINUSCA, le Représentant spécial a rappelé l'importance de tous les partenaires en affirmant que « la MINUSCA ne travaille pas seule en RCA ». « Le Secrétaire général des Nations unies le rappelle clairement dans son dernier rapport sur la RCA, en date du 19 juin 2019 : la contribution des Etats membres reste incontournable pour la paix, la sécurité, le retour des réfugiés et déplacés, le relèvement, etc », a-t-il dit.

Entamées à son arrivée, il a expliqué que les rencontres et les consultations avec les interlocuteurs centrafricains et étrangers tant à Bangui comme à l'extérieur vont se poursuivre dans le but renforcer le partenariat et la coordination afin de relever les défis de la MINUSCA et de la RCA. « Je compte poursuivre ces contacts directs notamment avec les pays de la sous-région dont la contribution à la paix en RCA est primordiale », a précisé le Représentant spécial. A la veille d'un déplacement à Berberati, il a aussi rappelé l'importance des échanges avec les populations dans les préfectures afin notamment de « voir comment la Mission peut mieux les servir ».

Pour sa part, le Représentant spécial adjoint, Kenneth Gluck s'est exprimé sur les processus de DDR et de la mise en place prochaine des Unités Spéciales Mixtes de Sécurité (USMS). « Le DDR a été lancé en décembre 2018 dans l'Ouham-Pendé avant un arrêt pendant les négociations de Khartoum et la signature de l'Accord de paix à Bangui. Les activités ont repris depuis et à ce jour cinq groupes sont déjà engagés dans le processus pour plus de 450 combattants désarmés », a-t-il indiqué, citant notamment le FDPC, l'UFR, RJ et 3R. « Le Gouvernement a annoncé la reprise du DDR la semaine prochaine dans l'Ouest. Des équipes de la MINUSCA voyagent avec l'unité d'exécution du PNDDRR pour préparer le terrain en vue de la poursuite du désarmement des 3R ».

Pour le Représentant spécial adjoint, le désarmement des groupes armés permettra la création des USMS qui regrouperont les combattants passés par le désarmement et la démobilisation, les FACA, la police et la gendarmerie. « Le Gouvernement est en train de préparer les sites de formation pour les USMS à Bouar dans les semaines à venir. L'Accord de paix précise que la durée de la formation est de deux mois. Le Gouvernement a décidé que la première USMS sera formée à Bouar et déployée dans les préfectures de la Nana-Mambéré, Ouham-Pendé et Mambéré-Kadei, sous le commandement des FACA », a-t-il précisé.